

De : Ugo Bernalicis <Ugo.Bernalicis@assemblee-nationale.fr>

Envoyé : lundi 7 janvier 2019 17:02

À :xxxxx

Objet : RE: Demande de lancement de la procédure de destitution du Président de la République et de constitution des membres du parlement en Haute-Cour

Madame,

Nous vous remercions pour votre courrier et nous vous adressons au nom de monsieur le Député et son équipe nos vœux les plus chaleureux pour cette nouvelle année.

Vous nous interpellez sur le mouvement des gilets jaunes, l'action des parlementaires à son égard et sur la procédure de destitution plus particulièrement.

La colère qui est exprimée par ce mouvement de contestation est diverse mais légitime, tant elle se concentre autour des idées d'injustice fiscale et sociale. Le Gouvernement et la majorité En marche sont inanimés, ils restent sourds faute de fond politique et de compréhension de la société française. La France insoumise dénonce le comportement du Gouvernement et de sa majorité : mépris de la contestation, inconséquence de la méthode qui discrédite les institutions démocratiques, absence de réponses aux principales revendications.

Cette démonstration des gilets jaunes n'est pas une lutte d'individus particuliers mais au contraire celle d'un peuple qui abandonne la résignation face à un système ordo-libéral. Le moment que notre pays vit est historique. Le Gouvernement marque ses premiers reculs, mais le compte n'y est pas !

Le mouvement des Gilets jaunes, qui ne peut s'amalgamer aux casseurs, a su faire preuve d'une grande responsabilité au cours des dernières semaines malgré l'amateurisme des gouvernants actuels. Nous ne sommes pas dupes du climat répressif actuel, qui conduit à une opposition malsaine entre force de sécurité et gilets jaunes. Nous condamnons l'utilisation disproportionnée de la force publique à l'encontre des gilets jaunes et condamnons le discours irresponsable du ministre de l'Intérieur et de la majorité participant à l'escalade de violence ; scénarisant le chaos. La réponse pour nous doit être démocratique et en tout état de cause ne peut être que politique.

L'action du Gouvernement a dénaturé la lutte contre le réchauffement climatique et l'idée même de transition écologique, par l'injustice fiscale et sociale. Or pour le groupe de la France insoumise, il s'agit d'un combat politique essentiel, qui doit être développé dans le cadre d'une politique juste et transversale, c'est ce qu'on appelle la "*transition écologique*".

Nous déplorons l'absence de réponse sur l'ISF, sur le mouvement des lycéens, les chômeurs, les fonctionnaires. L'absence de réponse aussi pour l'écologie... qui n'a même pas été abordée.

Devant la léthargie de l'exécutif, notre groupe parlementaire a proposé ainsi une motion de censure, afin de traduire la colère de la rue dans l'hémicycle ! Cette motion défend la transition écologique et les revendications exprimées, dont la majorité sont déjà intégrées dans notre programme l'Avenir en Commun.

Pourquoi une motion de censure et pas une destitution du Président de la République, au titre de l'article 68 de la Constitution ? Notre mouvement politique croit en la démocratie parlementaire et en ce sens l'arme démocratique de la motion de censure est le moyen principal du contrôle de la politique menée par le Gouvernement. Ainsi, dans notre formule "Emmanuel Macron et son monde", la France insoumise remet en cause la politique libérale dont il est l'un des représentants.

Nous sommes persuadés que, comme il a existé des Hollande et des Sarkozy, de nouveaux Macron sont à l'affût pour porter en fantoche les habits présidentiels d'une politique libérale.

Alors non, nous ne sommes pas pour Macron mais pour sûr, nous sommes pour un changement du système remettant le citoyen au cœur des décisions.

Il faut un changement profond de politique pour sortir de cette crise et seule plus de démocratie permettra de répondre concrètement aux préoccupations des citoyens et citoyennes. La colère légitime des gilets jaunes, qui s'exprime sur les ronds-points et dans la rue, nous rappellent à nous représentants du peuple qu'il est seul le souverain !

En espérant que ces éléments vous éclairent concernant notre position.

Bien cordialement,

xxxxx

Attachée parlementaire d'Ugo Bernalicis - Député du Nord